

Lorsque ce genre d'alarmisme a débuté au Canada en 1975, le déficit était de trois milliards de dollars. Budgets après budgets, on nous a dit que nous devions nous préoccuper du déficit et nous efforcer de le réduire. Malgré cela, le déficit est passé au fil des années à 36 milliards de dollars. Je prédis aujourd'hui comme hier que si le budget comporte surtout des compressions budgétaires et des mesures destinées à réduire le déficit, nous nous retrouverons d'ici un an avec encore moins d'emplois et un déficit encore plus élevé. La seule façon de réduire le déficit au cours des trois à cinq prochaines années, c'est adopter le genre d'attitude que nous préconisons dans notre budget parallèle et qui est de nature à stimuler l'économie et à relancer la croissance au Canada. Nous avons dressé un projet de budget qui fait usage de transferts à l'intérieur du budget—transferts de dépenses et transferts d'impôts. Ces transferts nous permettraient de dépenser 4.2 milliards de dollars de plus, soit 3.1 milliards dans le secteur du développement communautaire et 1.1 milliard pour la valorisation des ressources. Les 2.7 milliards de dollars de dégrèvements fiscaux offerts aux sociétés et aux riches seraient transférés aux travailleurs, et un autre montant de 2.7 milliards de dollars pourrait être épargné en abaissant les taux d'intérêt et en réduisant le taux de chômage.

● (1120)

Pour réussir dans cette nouvelle orientation, il nous faut adopter une nouvelle approche. Nous devons accorder une aide véritable aux petites entreprises et aux localités, et non faire comme le gouvernement conservateur des cadeaux aux grandes entreprises pétrolières et à la Banque commerciale du Canada. Il nous faut accorder une véritable priorité à la création d'emplois et non nous laisser paralyser comme le gouvernement conservateur par les compressions budgétaires et le déficit. Il nous faut agir pour mettre nos ressources en valeur, et non tergiverser comme le gouvernement conservateur à propos de reboisement et faire preuve d'autant d'incompétence dans le secteur agricole. Il nous faut vraiment nous efforcer d'établir notre assise industrielle au moyen de pratiques commerciales justes, et non adopter comme le gouvernement conservateur une attitude de vendu qu'impliquent le libre-échange et le programme «Entrepôt Canada». Il nous faut un gouvernement qui pense ce qu'il dit. Il nous faut un gouvernement qui respecte la promesse et l'engagement de faire de la création d'emplois une priorité. Il nous faut un gouvernement que les Canadiens ne puissent qualifier de mesquin parce qu'il veut modifier aux dépens des chômeurs l'indemnité de cessation d'emploi et prendre des mesures touchant la retraite comme va le proposer la ministre. Ce faisant, le gouvernement fait absorber le contrecoup des problèmes économiques aux personnes qui méritent d'être le plus épargnées.

Il existe, pour répondre à la question que nous a posée hier le premier ministre, une approche, une voie, un plan qui pourrait réduire le taux de chômage de 2.5 p. 100. Je prie le gouvernement de s'orienter dans cette direction et d'abandonner la triste voie dans laquelle il s'est engagé.

Le président suppléant (M. Paproski): Y a-t-il des questions ou des observations sur l'allocation du député? Sinon, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) a la parole pour participer au débat.

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à

Les subsides

dire que je suis très heureuse de répondre au nom du gouvernement à la motion présentée à la Chambre aujourd'hui par le Nouveau parti démocratique. Cela me donne l'occasion de parler des mesures prises par le gouvernement, lequel, selon moi, a vraiment fait beaucoup en l'espace de six mois. Cela me donne aussi l'occasion de parler des recommandations présentées par le groupe d'étude sur le chômage mis sur pied par le Nouveau parti démocratique.

J'ai trouvé le rapport du groupe d'étude intéressant. Je tiens à signaler au député et à ses collègues que j'ai eu l'obligeance de le parcourir. Je ne l'ai pas examiné en détail, mais je l'ai parcouru. A mon avis, le groupe d'étude a fait du bon travail et il était louable de faire ce qu'il a fait, c'est-à-dire consulter des gens de tout le pays à propos de cette très importante question. Je le sais parce que je fais la même chose depuis plusieurs mois.

● (1125)

La seule façon d'avoir raison de ce problème c'est de s'y attaquer à l'échelon local. Selon moi, c'est ce que les ministériels et les membres du groupe d'étude du Nouveau parti démocratique ont essayé de faire. Les députés du parti libéral ne se sont pas encore rendu compte qu'ils devraient faire la même chose, mais une fois qu'ils auront lu les rapports présentés par les deux autres partis, ils commenceront peut-être à penser à trouver des emplois pour d'autres gens que les nombreux candidats libéraux qui ont été défaits l'automne dernier.

Je voudrais maintenant donner mon avis sur la possibilité que le projet Canada illimité, qui est censé résoudre tous les problèmes du chômage, puisse atteindre son objectif. Ce qui m'a frappé au début quand j'ai vu les résultats, tous ces efforts dans les articles de journaux, c'est que les constatations du groupe d'étude révélaient que le Nouveau parti démocratique avait changé son fusil d'épaule en ce que concerne la création d'emplois, le chômage et la formation. Le premier titre que j'ai vu dans le journal disait: «Le NPD voudrait confier les fonds de création d'emplois aux localités.» Le NPD est donc prêt à abandonner le principe de la grosse machine centralisée des années passées.

M. Althouse: D'il y a sept ou huit ans.

Mlle MacDonald: Mais si le député examine la stratégie du gouvernement à l'égard du marché du travail et les divers programmes déjà instaurés, il constatera que les initiatives gouvernementales s'appuient justement sur des projets administrés à l'échelon local. Le titre que j'ai vu ensuite dans les journaux disait: «Le NPD propose de créer des emplois sans trop accroître le déficit.» Monsieur le Président, cela représente certes une véritable volte-face de la part des députés néo-démocrates. Je suis heureuse de leur intervention. Tout comme mes collègues, je sais que nous devons favoriser la création d'emplois et créer plus d'embauche, mais en même temps, nous devons bien nous garder de faire augmenter le déficit.

Le député d'Essex-Windsor (M. Langdon) aurait, semble-t-il, déclaré: «Nous ne pouvons tout simplement pas continuer d'avoir des déficits énormes. C'est insensé.» C'est ce que nous essayons de dire au Nouveau parti démocratique depuis quelque temps déjà. C'est de toute évidence insensé et je suis heureuse de voir le NPD reconnaître dans son rapport les initiatives que nous devrions prendre. Le député a parlé de la